

Pau, le

ARRÊTE N°AP-2024-0007

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-28 à R. 412-28-1, R. 415-6 et R.415-7 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal n° AP-2023-0308 en date du 21 juin 2023 réglementant la mise en sens unique de l'avenue Alfred de Vigny ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de modifier l'arrêté précité ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'arrêté municipal n° AP-2023-0308 en date du 21 juin 2023 qui réglementait la mise en sens unique de l'avenue Alfred de Vigny sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Un sens unique de circulation est instauré rue Alfred de Vigny, dans le sens avenue du Général De Gaulle vers l'avenue des Lilas, où tout conducteur est tenu de réduire son allure à la vitesse maximale de 30km/h.

ARTICLE 3 – Les conducteurs circulant avenue Alfred de Vigny doivent céder le passage aux cyclistes roulant sur la piste cyclable de l'avenue du Général de Gaulle et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 4 – Les conducteurs circulant avenue Alfred de Vigny et débouchant sur l'avenue des Lilas doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 5 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 6 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

21 FEV. 2024


Clarisse JOHNSON-LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
Adjointe au Maire